

Métropole | Lormont : l'atelier de co-construction de Génicart a eu lieu



Tout comme pour le quartier de La Ramade, la semaine dernière, c'est à l'ECG qu'a eu lieu, ce jeudi, l'atelier de co-construction du quartier de Génicart. Une rencontre dirigée, comme toujours, par Jean Bac, Directeur du Pôle Participation des habitants et Quotidienneté et à laquelle participaient notamment Claude Dambrine, adjointe à l'habitat, au cadre de vie et à l'urbanisme, Yasmina Boultam, adjointe à la citoyenneté, Philippe Quertinmont, adjoint au projet de ville, à la modernisation des services et aux affaires générales ainsi que des représentants de la police municipale et nationale.

C'est donc dans la salle d'apparat de l'ECG qu'a eu lieu, ce jeudi, le quatrième volet des ateliers de co-construction de la ville de Lormont. Une rencontre lors de laquelle ont notamment été évoqués des problèmes de nuisances sonores et d'incivilités, rue Henri Dunant. Une situation dont la police nationale se soucie visiblement ; de nombreuses interventions ayant eu lieu depuis une quinzaine de jours et du matériel sonore ayant été saisi. Des propositions étant également à l'étude avec Domofrance pour envisager d'autres types de sanctions pouvant aller jusqu'à l'expulsion des locataires indécents. Domofrance étant d'ailleurs très présent sur ces sujets puisqu'il a fait installer une vidéo protection sur Saint Hilaire. Une remise en forme de certains éclairages étant également prévue sur ce secteur. Problème : « on a souvent affaire à des mineurs, note le responsable de la police Nationale du secteur. Un public dont la gestion judiciaire s'avère difficile ». Une difficulté à laquelle s'ajoutent des problèmes de visualisation du côté de Saint Hilaire, obstacle rendant délicate l'intervention de la police, ainsi que l'impossibilité, afin d'éviter tout accident, de poursuivre un jeune motorisé. « La seule solution est que la police reconnaisse l'individu et puisse ainsi procéder à son interpellation », note le responsable. Également évoqués lors de cette rencontre, des cas de tapage nocturne (dont l'estimation demeure à l'appréciation de la police) qui ont déjà donné lieu à la saisie de matériel par les autorités qui maintiennent leur présence sur le terrain.

Autre question : est-il vraiment judicieux de laisser la rue Henri Dunant piétonne ? « Une zone de non droit où les mamans et les personnes âgées sont obligées de s'écarter pour laisser passer les motos », dénonce une riveraine qui souhaiterait l'implantation d'un commissariat à proximité. Un point que tempère Yasmina Boultam : « quand on parle de sécurité publique, c'est l'affaire de tous, pas simplement de la police nationale ». Autre demande: la surveillance durant le week-end, du parc François Mitterrand, lieu de rassemblements et de bagarres. « Peu d'architectes et d'aménageurs acceptent de voir en face, qu'une même place aura plusieurs vocations selon les heures de la journée. Et parfois, la République est démunie car chacun travaille de son côté », note Jean Bac, qui évoque l'intérêt des Groupes Locaux de Traitement de la Délinquance comme

« moyen de coordonner toutes les forces disponibles ».

Autre souci abordé lors de cette réunion : les difficultés de stationnement et les comportements violents de jeunes autour du Leader Price. Un centre commercial que la Mairie souhaiterait raser et reconstruire. A condition d'avoir l'aval des copropriétaires...

Des problèmes d'hygiène récurrents

Question récurrente de ces réunions, les problèmes d'hygiène ont également été abordés. « Une cellule d'urgence travaille en permanence. Elle traite les demandes en relation avec le prestataire chargé d'enlever les ordures, les propriétaires, bailleurs et nos services », précise Yasmina Boultam.

Des problèmes d'hygiène notamment liés à l'impossibilité, pour Véolia, de passer dans certains endroits (dont les rues Aragon et Jean-Jacques Rousseau) en raison de stationnements gênants. Des véhicules régulièrement verbalisés mais qui restent sur place. « L'idéal serait la fourrière, mais on n'a pas les moyens », déplore le responsable de la police, précisant au passage que quelques 80 véhicules sont actuellement à enlever sur la commune, les plus récents datant du début de l'année. « Il y a quelques semaines, Véolia a fait une tournée avec la police pour qu'elle puisse verbaliser et enlever les voitures, mais c'est difficile à organiser », précise Jean Bac. La mairie ayant également prévu des cartes d'avertissement à mettre dans les boîtes aux lettres des auteurs de dépôts sauvages. Alors, quelles solutions ? Les bornes enterrées ? « Le système a montré ses limites. Et même si la borne est à moitié vide, le prestataire ne la lève pas s'il y a une poche sur la plate-forme. Ce qui fait que les poches s'entassent », poursuit-il. La mise en place de caméras pour verbaliser ? « Pour que les vidéos soient lues par la police nationale, celle-ci doit recevoir une réquisition de lecture du Procureur ». Les images restent alors inexploitées car ce document ne peut être délivré sans plainte.

Des problèmes de circulation

Plusieurs questions ont été soulevées dans cette thématique et notamment celle de l'installation « sans consultation préalable », d'un panneau de sens interdit rue Jean Itey. Un panneau, rappelle Jean Bac, installé pour des raisons de sécurité dans une rue qui « tourne beaucoup ». « Une consultation a été effectuée pour le maintien ou non de ce panneau. Sur les 100 personnes de la rue, seules 22 ont répondu et on a laissé le sens interdit. Ce soir, j'ai deux habitants qui contestent ce dispositif et disent qu'ils en représentent beaucoup d'autres. Dites-nous qui vous représentez, écrivez-nous et les services techniques verront ce qu'ils peuvent faire », poursuit-il.

Et des annonces !

Profitant de la réunion, Claude Dambrine a annoncé plusieurs mesures et notamment, la constitution prochaine d'une équipe complète pour la police municipale. Une partie du service devant travailler le matin, l'autre l'après-midi.

Autre annonce : le passage en zone bleue de l'esplanade François Mitterrand. Deux nouvelles aires de stationnement étant prévues à la place de l'école Montaigne (qui a été démolie) et sur le parking Camus. Des macarons devant être distribués aux habitants pour un stationnement autorisé de 1h30.

Enfin, un travail de concertation avec le Centre Social DIDEE est en cours pour l'aménagement de l'espace vert en face de l'école Camus. L'installation de jeux ou d'un jardin partagé est envisagée.

Prochain atelier : Bourg Doyen, le 2 juillet à 17h, à l'Espace Castelldefels

Emmanuelle Diaz

Credit Photo : ED

Publié sur aqui.fr le 22/06/2019

[Url de cet article](#)